

Résolution sur le financement des partis politiques dans l'espace francophone

Ottawa (Canada) | 4 au 8 juillet 2014

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réunie à Ottawa (Canada) du 4 au 8 juillet 2014, sur proposition de la Commission des Affaires parlementaires,

SOULIGNANT que, dans les démocraties représentatives, les partis politiques sont devenus les piliers des différents systèmes parlementaires;

CONSIDÉRANT le financement important exigé par les activités des partis politiques, nécessaire notamment en raison des dépenses reliées aux campagnes électorales de plus en plus élevées;

RECONNAISSANT l'effet de distorsion que l'argent peut avoir sur les décisions démocratiques et **DÉNONÇANT** les récents scandales liés à la corruption;

SOULIGNANT les réglementations visant à baliser le financement des partis politiques déjà mises en place dans l'espace francophone;

CONSIDÉRANT la résolution sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales adoptée par la 124^e Assemblée de l'Union interparlementaire en avril 2011 à Panama et de la Convention des Nations Unies contre la corruption;

ENCOURAGE les États et gouvernements francophones à adopter des mesures législatives et administratives appropriées en ce qui concerne la transparence du financement des candidatures à un mandat public électif et le financement des partis politiques ;

INCITE les États et gouvernements francophones à adopter des modalités de financement des partis politiques qui facilitent une plus grande présence des femmes en politique;

INVITES les parlementaires d'États francophones à s'assurer que ces mesures comportent des mécanismes de reddition de compte et de transparence afin de dissuader la corruption et combattre l'impunité;

SUGGÈRE également que ces mesures réglementent ou interdisent le financement provenant de donateurs étrangers afin de limiter leur influence;

INCITE les partis politiques d'États francophones à se doter de contrôles financiers internes, de codes de conduite ou de déontologie, afin de prendre part aux efforts visant à instaurer une culture de transparence dans la vie politique.